

chargé d'appliquer une seconde forme d'assurance-chômage à l'intention des travailleurs qui ne sont plus admissibles aux prestations d'assurance-chômage ou n'ont pas encore droit aux pensions du Canada parce qu'ils peuvent encore exercer une activité quelconque et ne sont pas complètement épuisés. Il nous faut de meilleures mesures que celles que propose le bill à l'étude. Le gouvernement doit faire preuve de leadership et nous proposer une nouvelle politique industrielle qui reconnaisse que nous avons un marché canadien pour les produits que nous pouvons fabriquer chez nous.

Il viendra un temps où nous réserverons ce marché canadien aux travailleurs canadiens et aux entreprises canadiennes. Nous ne laisserons pas tous les pays du monde inonder le marché canadien de leurs produits et priver les Canadiens de leur emploi. Nous pouvons fabriquer nos propres automobiles, nos propres camions et nos propres tracteurs au Canada. Nous ne sommes pas obligés de tolérer le dumping de pays comme la Russie, la Corée et d'autres sur le marché canadien. Un Russe peut-il acheter une Lada pour \$4,500 à Moscou? Je ne le pense pas. La Lada coûte plus cher que cela en Russie, mais elle est vendue à ce prix-là au Canada. Peut-on acheter une voiture "Jap" à Tokyo pour le même prix qu'à Mississauga?

● (2110)

M. Evans: Quelle sorte de voiture?

M. Blenkarn: Vous m'avez bien entendu. Le secrétaire parlementaire n'aime pas l'expression «voiture Jap». Je lui dit que ce sont des voitures «Jap».

M. Evans: Non, je n'aime pas cela.

M. Blenkarn: Tant pis. Mes électeurs veulent des emplois. Ils veulent pouvoir travailler et construire pour leur pays et ils ne veulent pas que le Canada devienne le dépotoir des excédents et de l'activité industrielle de tous les autres pays. C'est cependant ce que veut le secrétaire parlementaire. Il veut que nous devenions le dépotoir du monde entier.

M. Evans: Je n'aime pas les insultes raciales.

M. Blenkarn: Raciales mon œil. Je vais dire au secrétaire parlementaire ce que c'est. C'est une insulte pour les Canadiens. Les Canadiens veulent des emplois. Ils ne veulent pas se faire insulter par des gens qui sont prêts à laisser le Canada devenir un dépotoir, comme le gouvernement est prêt à le faire.

M. Regan: Heureusement que tous les Canadiens ne sont pas comme vous.

M. Blenkarn: Si le ministre veut se porter candidat encore une fois à Halifax, nous verrons bien ce qui arrivera. Nous verrons bien ce qui arrivera à tous les députés d'en face. Ils ont fait du Canada un pays désindustrialisé. Ils ont retiré des débouchés aux Canadiens. Ils ont permis que des entreprises comme la SKF Industries ferment leurs portes et expédient leur matériel de fabrication de roulement à billes dans d'autres régions du monde et que ce produit soit maintenant écoulé à bas prix au Canada parce qu'il ne peut y être produit. La politique du gouvernement est de désindustrialiser le pays, de rendre les travailleurs industriels inutiles et de leur verser 60c. sur chaque dollar de leurs revenus assurables. Il faut mettre un terme à cette politique. Il faut élaborer une politique industrielle qui place les intérêts canadiens au premier plan. Nous avons besoin d'un budget qui prenne les mesures voulues et qui permette aux Canadiens d'investir au Canada et de déduire leurs frais d'intérêts. Il faut permettre aux gens d'emprunter

Prestations d'adaptation pour les travailleurs

pour investir. Il faut permettre aux Canadiens de bâtir ce pays. Nous ne pouvons tolérer plus longtemps une politique qui condamne certaines industries parce qu'elles ne sont plus efficaces alors qu'il y a encore des Canadiens qui peuvent les rentabiliser. Nous ne pouvons permettre que des décisions soient prises dans les tours d'ivoire qui surplombent l'Ouatouais. Je suis convaincu que le budget du 12 novembre a été préparé dans l'une de ces tours d'ivoire.

Je voudrais parler brièvement de certaines des causes de cette mesure. A l'heure actuelle, notre dollar vaut 83c. américains sur les marchés internationaux. Il se situe à ce niveau uniquement parce que le gouvernement l'y maintient artificiellement.

Les mesures financières du gouvernement actuel ont provoqué l'exode des capitaux canadiens. Afin de maintenir la valeur de notre dollar relativement proche de celle du dollar américain, le gouvernement en place a haussé les taux d'intérêt pour attirer des capitaux spéculatifs. A cause de cela, un grand nombre de nos produits exportés ne sont plus concurrentiels en Europe. Et cela est particulièrement vrai pour nos exportations industrielles. Les Européens ont refusé de suivre l'absurde politique des taux d'intérêt élevés des États-Unis. Nous ne l'avons pas suivie; nous l'avons devancée. Résultat: nous avons perdu une bonne partie de nos débouchés d'exportation au sein du marché commun européen. Parallèlement, nous avons abaissé le prix des importations chez nous beaucoup plus qu'il n'était nécessaire. Cette politique en soi fait partie intégrante de la stratégie de désindustrialisation du gouvernement actuel.

Il faut absolument que nous changions notre politique intérieure et notre politique commerciale, que nous laissions vraiment flotter notre dollar, que nous encourageons véritablement les gens à exporter leurs produits à l'étranger et que nous fassions en sorte que les exportateurs qui pratiquent le dumping sur le marché canadien soient traités comme on traiterait les exportateurs canadiens qui tenteraient de faire la même chose sur le marché américain. Ils se retrouveraient assez vite sous le coup d'une réglementation, sinon d'autre chose. Nous devrions traiter les importateurs du Canada comme les Japonais les traitent dans leur pays. Leurs importations doivent se soumettre au même examen rigoureux que nous devons subir chez eux en fonction de la rentabilité de leur production nationale. A moins d'être prêts à adopter une politique commerciale qui tienne compte des Canadiens d'abord, nous serons obligés, comme le projet de loi le dit, de catégoriser les industries et de certifier qu'elles ont droit aux prestations d'adaptation. Ces industries seront habituellement superflues à cause de la concurrence des importations; aux termes de l'article 3 du bill, leurs travailleurs auront droit à la certification. Je cite l'article 9 du bill:

Tout employé mis à pied peut demander à l'Office, directement ou par l'intermédiaire d'un employeur, d'un syndicat... qu'il certifie son droit de demander...

«...certifie son droit de demander... des prestations d'adaptation».

M. McDermid: Il sera interdit.

M. Blenkarn: Mon collègue, le député de Brampton-Georgetown (M. McDermid) nous dit «qu'il sera interdit». Nous avons l'habitude d'interdire les aliénés. Nous pouvons maintenant interdire, je suppose, les travailleurs excédentaires. Voilà ce que dit le bill: nous allons interdire les gens. Je pense qu'il